COMMUNE DE NIVILLAC (Morbihan)

REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**Séance du lundi 14 avril 2014**

L'an deux mil quatorze

Le quatorze avril

Le conseil municipal de la commune de NIVILLAC

Dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire à vingt heures en mairie

Sous la présidence de Monsieur GUIHARD Alain, Maire

Date de convocation du conseil municipal : Le 07 avril 2014

Conseillers en exercice : 27 Conseillers présents : 27 Votants : 27

PRESENTS: Mme AMELINE Yolande- M. BOCENO Julien- Mme BOMPOIL Jocelyne- M. BOUSSEAU Yannick- M. BRIAND Jean-Yves M. CHATAL Jean-Paul- M. CHESNIN Nicolas- M. DAVID Gérard- M. DAVID Guy- Mme DENIGOT Béatrice- Mme DESMOTS Isabelle- M. FREOUR Jean-Claude- Mme GERARD-KNIGHT Marie-Noëlle- Mme GICQUIAUX Cécile- Mme GRUEL Nathalie- M. GUIHARD Alain- Mme HUGUET Evelyne- Mme LEVRAUD Françoise- M. LORJOUX Laurent- M. MUELA Patrick- M. OILLIC Jean-Paul- Mme PANHELLEUX Françoise- Mme PERRAUD Chantal- Mme PERRONNEAU Claire-Lise- Mme PHILIPPE Jocelyne- M. PRAT Pierre- M. SEIGNARD Jérôme

Secrétaire de séance : M. SEIGNARD Jérôme

- Le quorum étant atteint, Monsieur le Maire ouvre la séance à 20H00.
- Le conseil désigne Monsieur SEIGNARD Jérôme comme secrétaire de séance.
- Le procès-verbal de la séance du dimanche 30 mars 2014 n'ayant fait l'objet d'aucune observation, celui-ci est adopté à l'unanimité par l'Assemblée.
- Monsieur le Maire propose à l'assemblée qui l'accepte, d'ajouter une question diverse relative au vote de l'indemnité de conseil à la Comptable du Trésor du Centre des Finances Publiques de la Roche-Bernard.

1- Désignation des délégués dans les différentes instances

A la suite du renouvellement du conseil municipal, il convient de procéder à la désignation des délégués représentant la commune dans les différentes instances.

C'est ainsi qu'il est demandé à l'assemblée de désigner les délégués dans les instances suivantes :

SIVOM : 2 titulaires + 1 suppléant(e)

Eau du Morbihan : 2 délégué(e)s au collège territorial de Muzillac

Morbihan Energies (SDEM) : 2 délégué(e)s

Syndicat Intercommunal du Port de Plaisance de Folleux : 3 délégué(e)s

Centre Communal d'Action Social (CCAS) : 4 membres représentant le Conseil Municipal

Conseil de surveillance Centre Hospitalier Basse Vilaine : 1 représentant de la commune

Comité National de l'Action Sociale (CNAS) : 1 délégué(e) élu(e)

Conseil Portuaire de La Roche Bernard : 1 titulaire + 1 suppléant(e)

Conseil Portuaire de Folleux : 1 titulaire + 1 suppléant(e)

Sécurité Routière : 1 Elu référent (ERSR) titulaire + 1 suppléant(e)

Mission Locale du Pays de Redon et de Vilaine : 1 délégué(e)

Correspondant « Défense » : 1 représentant(e) du CM.

Les désignations se font à bulletins secrets à la majorité absolue pour les deux premiers tours et à la majorité relative pour le troisième tour.

Après vote, sont élus les délégués suivants :

SIVOM : Titulaires : M. GUIHARD Alain (27 voix)- Mme DENIGOT Béatrice (27 voix)

Suppléante : Mme GICQUIAUX Cécile (27 voix)

Eau du Morbihan : Collège territorial de Muzillac : M. GUIHARD Alain (23 voix)- M. DAVID Gérard (22 voix)- Mme GERARD-KNIGHT Marie-Noëlle (4 voix) et 1 bulletin blanc. Sont élus M. GUIHARD Alain et M. DAVID Gérard

Morbihan Energies (SDEM) : M. SEIGNARD Jérôme (27 voix)- M. BOCENO Julien (27 voix)

Syndicat Intercommunal du Port de Plaisance de Folleux : Mme DESMOTS Isabelle (23 voix)- M. DAVID Gérard (22 voix)- Mme HUGUET Evelyne (20 voix)- M. PRAT Pierre (4 voix) et 1 bulletin blanc. Sont donc élus Mme DESMOTS Isabelle et M. DAVID Gérard.

Centre Communal d'Action Social (C.C.A.S.) : Mme AMELINE Yolande (27 voix)- Mme PERRAUD Chantal (27 voix)- M. DAVID Guy (27 voix)- Mme DENIGOT Béatrice (27 voix)- Mme GICQUIAUX Cécile (27 voix)

Conseil de surveillance du Centre Hospitalier Basse Vilaine : M. GUIHARD Alain (27 voix)

Comité National de l'Action Sociale (CNAS) : Mme DENIGOT Béatrice (21 voix)- M. MUELA Patrick (5 voix). Est donc élue Mme DENIGOT Béatrice.

Conseil Portuaire de La Roche Bernard : Titulaire : Mme PERRAUD Chantal (16 voix au 3^{ème} tour) **Suppléante** : Mme PHILIPPE Jocelyne (15 voix au 3^{ème} tour) – Mme GERARD-KNIGHT Marie-Noëlle (4 voix au 3^{ème} tour) et 1 bulletin blanc. Sont élues : **Titulaire** : Mme PERRAUD Chantal- **Suppléante** : Mme PHILIPPE Jocelyne.

Conseil Portuaire de Folleux : Titulaire : M. DAVID Gérard (27 voix)- **Suppléante** : Mme HUGUET Evelyne (27 voix)

Sécurité Routière : Elu référent (ERSR) titulaire : BOCENO Julien (27 voix)- **Suppléante** : Mme GICQUIAUX Cécile (27 voix)

Mission Locale du Pays de Redon et de Vilaine : Mme GRUEL Nathalie (21 voix)- MUELA Patrick (5 voix) et 1 bulletin nul. Est donc élue Mme GRUEL Nathalie.

Correspondant « Défense » : M. CHATAL Jean-Paul (27 voix)

2- Délégations du Maire aux six adjoints suite au conseil municipal du 30 mars 2014 (pour information au conseil municipal)

Mme DENIGOT Béatrice, 1^e adjointe : Action sociale- Solidarité

M. OILLIC Jean-Paul, 2^e adjoint : Voirie- Bâtiments- Matériel- Assainissement

Mme PHILIPPE Jocelyne, 3^e adjointe : Urbanisme- - Culture

M. DAVID Guy, 4^e adjointe : Finances- Agriculture- Environnement

Mme GICQUIAUX Cécile : Enfance jeunesse- Affaires scolaires- Communication

M. DAVID Gérard : Sport- Loisirs- Vie associative

Les élus de la liste « Nivillac Nouveau Cap » émettent des réserves sur le risque de conflit d'intérêt concernant les délégations accordées à Mme Jocelyne PHILIPPE en matière d'urbanisme et la profession de son mari en tant que notaire.

M. GUIHARD n'émet pas d'objection à l'ajout de cette mention tout en précisant qu'il n'y a pas d'incompatibilité à accorder ces délégations à un(e) élu par rapport à l'activité professionnelle de son(a) conjoint(e).

3- Formation des commissions municipales

L'article L 2121-22 d Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.) permet au conseil municipal de constituer des commissions d'instruction composées exclusivement de conseillers municipaux. Ces commissions peuvent être formées au cours de chaque séance du conseil municipal ou avoir un caractère permanent et sont, dans ce cas, constituées dès le début du mandat de conseil municipal.

Le bureau municipal, réuni le 2 avril 2014, propose de former dès à présent les commissions suivantes :

- **Commission des finances**
- **Commission « Subventions »**
- **Commission « Urbanisme »**
- **Commission « Voirie- Bâtiments- Matériel- Assainissement »**
- **Commission « Sport- Loisirs- Vie associative »**
- **Commission « Agriculture- Environnement »**
- **Commission « Communication- Culture »**
- **Commission « Enfance- Jeunesse- Affaires scolaires »**
- **Commission Communale des Impôts Directs**

Toutes les commissions sont présidées par le Maire mais ce dernier peut déléguer cette fonction à un adjoint.

Par ailleurs, les commissions devront être composées de façon à ce que soit recherché, dans le principe de représentation proportionnelle, une pondération qui reflète fidèlement la composition de l'assemblée municipale et qui assure à chacune des tendances représentées en son sein la possibilité d'avoir au moins un représentant dans chaque commission, sans que les différentes tendances ne bénéficient nécessairement toujours du même nombre de conseillers municipaux qui les composent.

Concernant la Commission Communale des Impôts Directs, 32 noms devront être proposés à l'administration fiscale (16 titulaires et 16 suppléants) sachant qu'elle n'en retiendra huit parmi les titulaires et huit parmi les suppléants. Par ailleurs, elle doit être obligatoirement composée d'un propriétaire de bois et d'un contribuable habitant en dehors de la commune.

Après cet exposé, le conseil municipal est invité à se prononcer, d'une part, sur la mise en place de ces commissions et, d'autre part, à désigner leurs membres.

Le conseil municipal, après délibération,

- Décide par 27 voix la mise en place des huit commissions énumérées ci-dessus,
- Désigne les membres suivants :

- **Commission des finances** : Le Maire (M. GUIHARD Alain)- Les six adjoints (Mme DENIGOT Béatrice- M. OILLIC Jean-Paul- Mme PHILIPPE Jocelyne- M. DAVID Guy- Mme GICQUIAUX Cécile- M. DAVID Gérard)- M. PRAT Pierre

- **Commission « Subventions »** : M. DAVID Gérard, adjoint délégué- Mme AMELINE Yolande- Mme DESMOTS Isabelle- M. DAVID Guy- Mme PHILIPPE Jocelyne- Mme PANHELLEUX Françoise- M. BOUSSEAU Yannick- Mme BOMPOIL Jocelyne

- **Commission « Urbanisme »** : Mme PHILIPPE Jocelyne, adjointe déléguée à l'Urbanisme- M. OILLIC Jean-Paul- M. LORJOUX Laurent- Mme GERARD-K NIGHT Marie-Noëlle- M. BRIAND Jean-Yves- M. DAVID Guy- M. DAVID Gérard- Mme LEVRAUD Françoise- Mme AMELINE Yolande

- **Commission « Voirie- Bâtiments- Matériel- Assainissement »** : M. OILLIC Jean-Paul, adjoint délégué- CHATAL Jean-Paul- FREOUR Jean-Claude- Mme PANHELLEUX Françoise- M. BRIAND Jean-Yves- M. CHESNIN Nicolas- Mme DESMOTS Isabelle- DAVID Gérard- Mme GERARD-KNIGHT Marie-Noëlle- BOCENO Julien

- **Commission « Sport- Loisirs- Vie associative »** : M. DAVID Gérard, adjoint délégué- BOUSSEAU Yannick- SEIGNARD Jérôme- Mme GRUEL Nathalie- M. MUELA Patrick- Mme PERRONNEAU Claire-Lise

- **Commission « Agriculture- Environnement »** : M. DAVID Guy, adjoint délégué- Mme LEVRAUD Françoise- M. CHATAL Jean-Paul- Mme DESMOTS Isabelle- Mme HUGUET Evelyne- M. BRIAND Jean-Yves- M. CHESNIN Nicolas

- **Commission « Communication- Culture »** : Mme GICQUIAUX Cécile, adjointe déléguée à la communication- Mme PHILIPPE Jocelyne, adjointe déléguée à la culture- M. LORJOUX Laurent- M. SEIGNARD Jérôme- Mme GRUEL Nathalie- Mme PANHELLEUX Françoise- M. BOCENO Julien- Mme PERRONNEAU Claire-Lise- M. PRAT Pierre- Mme GERARD-KNIGHT Marie-Noëlle- Mme PERRAUD Chantal

- **Commission « Enfance- Jeunesse- Affaires scolaires »** : Mme GICQUIAUX Cécile, adjointe déléguée- M. MUELA Patrick- Mme BOMPOIL Jocelyne- Mme PERRONNEAU Claire-Lise- Mme LEVRAUD Françoise- M. LORJOUX Laurent- Mme PERRAUD Chantal- M. CHESNIN Nicolas

- **Commission Communale des Impôts Directs** : 32 noms seront proposés aux services fiscaux (16 titulaires et 16 suppléants) dont 2 propriétaires de bois (1 titulaire et 1 suppléant) et 2 contribuables résidant en dehors de la commune (1 titulaire et 1 suppléant).

4- **Délégations du Conseil Municipal au Maire (articles L2122-22 et L 2122-23 du CGCT)**

Les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales (article L 2122-22) permettent au conseil municipal de déléguer au Maire un certain nombre de ses compétences :

- 1° Arrêter et modifier l'affectation des propriétés communales utilisées par les services publics municipaux ;
- 2° Fixer, dans les limites d'un montant les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal ;
- 3° Procéder, dans les limites fixées par le conseil municipal, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couvertures des risques de taux et de change ainsi que de prendre les décisions mentionnées au III de l'article L 1618-2 et au a de l'article L 2221-5-1, sous réserve des dispositions du c de ce même article, et de passer à cet effet les actes nécessaires.
- 4° Prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;
- 5° Décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- 6° De passer les contrats d'assurance ainsi qu'accepter les indemnités de sinistre y afférentes ;
- 7° Créer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux ;
- 8° Prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières ;
- 9° Accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;
- 10° De décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 euros ;
- 11° Fixer les rémunérations et régler les frais et honoraires des avocats, notaires, huissiers de justice et experts ;
- 12° Fixer, dans les limites de l'estimation des services fiscaux (domaines), le montant des offres de la commune à notifier aux expropriés et de répondre à leurs demandes ;
- 13° Décider de la création de classes dans les établissements d'enseignement ;
- 14° Fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme ;
- 15° Exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues au premier alinéa de l'article L 213-3 de ce même code dans les conditions que fixe le conseil municipal ;
- 16° Intenter au nom de la commune les actions en justice ou défendre la commune dans les actions intentées contre elle ;
- 17° Régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux dans la limite fixée par le conseil municipal ;

18° Donner, en application de l'article L 324-1 du code de l'urbanisme, l'avis de la commune préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier local ;

19° Signer la convention prévue par le quatrième alinéa de l'article L 311-4 du code de l'urbanisme précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une zone d'aménagement concerté et de signer la convention prévue par le troisième alinéa de l'article L 332-11-2 du même code précisant les conditions dans lesquelles un propriétaire peut verser la participation pour voirie et réseaux ;

20° Réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par le conseil municipal ;

21° Exercer, au nom de la commune, le droit de préemption défini par l'article L 214-1 du code de l'urbanisme ;

22° Exercer au nom de la commune le droit de priorité défini aux articles L 240-1 à L 240-3 du code de l'urbanisme ;

23° Prendre les décisions mentionnées aux [articles L. 523-4 et L. 523-5 du code du patrimoine](#) relatives à la réalisation de diagnostics d'archéologie préventive prescrits pour les opérations d'aménagement ou de travaux sur le territoire de la commune.

24° Autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre.

Le bureau municipal, réuni le 02 avril 2014, propose à l'Assemblée délibérante de consentir au Maire les délégations suivantes :

6° Passer les contrats d'assurance ainsi qu'accepter les indemnités de sinistre y afférentes ;

7° Créer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux ;

8° Prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières ;

9° Accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;

10° Décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 euros ;

11° Fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, huissiers de justice et experts ;

14° Fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme ;

16° Intenter au nom de la commune les actions en justice ou de défendre la commune dans les actions intentées contre elle que ce soit sur le plan pénal ou civil ;

17° Régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux dans la limite de 15 000 € ;

22° Exercer au nom de la commune le droit de priorité défini aux articles L 240-1 à L 240-3 du code de l'urbanisme ;

23° Prendre les décisions mentionnées aux [articles L. 523-4 et L. 523-5 du code du patrimoine](#) relatives à la réalisation de diagnostics d'archéologie préventive prescrits pour les opérations d'aménagement ou de travaux sur le territoire de la commune.

Le conseil municipal est donc invité à se prononcer sur les délégations à consentir au Maire sachant que d'une part, ces délégations sont accordées dans le souci d'une meilleure administration communale et que, d'autre part, le Maire doit rendre compte de toutes les décisions qu'il aura prises au titre de ces délégations à la séance de conseil municipal suivante.

Dans un souci de favoriser une bonne administration communale et après en avoir délibéré, le conseil municipal décide par 27 voix (donc à l'unanimité) de confier à Monsieur le Maire, pendant la durée du mandat, les onze délégations proposées par le bureau municipal.

5- Indemnités de fonction du Maire et des adjoints (cf. tableau en annexe p. 11)

La fixation des indemnités de fonction du Maire et des adjoints est régie par les articles L 2123-20 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.).

La commune de Nivillac se situant dans la catégorie des communes de population de 3 500 à 9 999 habitants, le taux maximal de l'indemnité de fonction du Maire est de 55 % de l'indice de traitement brut 1015 et le taux maximal de l'indemnité de fonction des adjoints est de 22 % de l'indice de traitement brut 1015.

Concernant les indemnités de fonction des adjoints, il est possible de les moduler sous réserve de ne pas dépasser l'enveloppe indemnitaire des élus et de ne pas dépasser l'indemnité octroyée au Maire.

Les taux mentionnés ci-dessus étant des taux maximums, il est possible de fixer des taux inférieurs, le reliquat pouvant par la suite être affecté à l'indemnisation de conseillers municipaux délégués.

Monsieur le Maire propose de fixer le montant des indemnités fonction du Maire et des adjoints respectivement à 50 % et 20 % de l'indice de traitement brut 1015 conformément au tableau joint en annexe de la délibération.

L'assemblée est donc invitée à fixer les indemnités de fonction du Maire et des six adjoints et à préciser la date d'effet de celles-ci.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2123-20 et suivants ;

Considérant qu'il appartient au conseil municipal de fixer, dans les conditions prévues par la loi, les indemnités de fonction versées au Maire et aux adjoints étant entendu que des crédits nécessaires sont inscrits au budget municipal ;

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide, par 21 voix « Pour » et 6 abstentions, de fixer les indemnités pour l'exercice effectif des fonctions de Maire et d'adjoints comme suit :

- **Maire : 50 % de l'indice de traitement brut 1015**
- **Adjoints : 20 % de l'indice de traitement brut 1015.**

L'indemnité de fonction du Maire prendra effet à sa prise de fonction soit le 30 mars 2014 et l'indemnité des adjoints à la date d'effet des délégations consenties par le Maire.

6- Renouvellement de la ligne de trésorerie d'un montant de 500 000 €

Monsieur Alain GUIHARD, Maire et Président du Conseil d'Administration de la Caisse Locale du Crédit Agricole, n'a pas pris part à la délibération en se retirant de la salle conformément à l'article L 2131-11 du Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.).

Monsieur DAVID Guy, adjoint délégué aux finances, présente les propositions suivantes :

Trois banques ont été consultées : ARKEA Crédit Mutuel- Crédit Agricole du Morbihan- Caisse d'Epargne Bretagne Pays de Loire.

Deux réponses ont été réceptionnées : Crédit Agricole- Caisse d'Epargne

A) Proposition du Crédit Agricole

Index : EURIBOR 3 mois + marge de 1,81 % sur la base de calcul de 365 jours ou 1,75 % sur la base de calcul de 360 jours

Montant minimum des tirages et remboursements : 10 000 €

Commission d'engagement : néant

Frais de mise en place : 0,10 %

B) Propositions de la Caisse d'Epargne

1^{ère} option

Taux fixe : 2,15 %

Païement des intérêts : trimestriel

Commission d'engagement : 0,20 %

Commission de non utilisation : 0,40 % de la différence entre le montant de la Ligne de Trésorerie Interactive et l'encours quotidien moyen périodicité identique aux intérêts

Seconde option

Index : EURIBOR 1 semaine + marge de 1,95 %

Païement des intérêts : trimestriel

Commission d'engagement : 0,20 %

Commission de non utilisation : 0,40 % de la différence entre le montant de la Ligne de Trésorerie Interactive et l'encours quotidien moyen périodicité identique aux intérêts.

L'assemblée est invitée à se prononcer sur la proposition la mieux-disante.

Le conseil municipal, après délibération, décide de retenir la proposition du Crédit Agricole mentionnée ci-dessus et autorise le Maire à signer la convention à intervenir.

7- Question Diverse : Indemnité de conseil en faveur du Comptable du Trésor

Mme Nadine DE VETTOR assure les fonctions de Comptable du Trésor au Centre des Finances Publiques (CFP) de la Roche-Bernard/ Muzillac depuis le 1er janvier 2010.

Conformément à l'arrêté du 16 décembre 1983 du Ministre de l'Intérieur, elle bénéficie actuellement d'une indemnité de conseil au taux maximum.

A l'occasion du renouvellement du conseil municipal, lequel doit se prononcer à ce sujet, Monsieur le Maire propose d'attribuer également cette indemnité au taux maximum à Mme De Vettor, ce qui permettra à la Commune de continuer à bénéficier de ses prestations de conseil et d'assistance en matière budgétaire, économique, financière et comptable.

Le conseil municipal, après délibération, décide d'attribuer l'indemnité de conseil au taux maximal à Mme Nadine DE VETTOR, Comptable du Trésor pour toute la durée de son maintien en fonctions au CFP de la Roche-Muzillac et/ou de la présente mandature.

8- INFORMATIONS DIVERSES :

A) Permanences des élus (maire et adjoints) en mairie

M. le Maire : Vendredi de 9H00 à 12H00 sauf le dernier vendredi du mois

Mme DENIGOT : Mercredi de 14H00 à 17H00

Mme PHILIPPE : Vendredi de 10H00 à 12H00

GUIHARD Alain		GICQUIAUX Cécile	
----------------------	--	-------------------------	--

M. DAVID Guy : Lundi de 16H00 à 18H00

Mme GICQUIAUX- MM/ OILLIC- DAVID Gérard : Sur rendez-vous uniquement

B) Installation du Conseil Communautaire Arc Sud Bretagne le mardi 22 avril 2014 à 18h00 à Muzillac

C) Installation du Comité du SIVOM le jeudi 24 avril 2014 à 9h00 en Mairie de NIVILLAC

D) Elections européennes : le dimanche 25 mai 2014 (un seul tour)

Prochain bureau municipal : le mercredi 23 avril 2014

Prochain conseil municipal : le lundi 05 mai 2014.

L'ordre du jour étant épuisé, **la séance est levée à 22H30.**

AMELINE Yolande		GRUEL Nathalie	
BOCENO Julien		HUGUET Evelyne	
BOMPOIL Jocelyne		LEVRAUD Françoise	
BOUSSEAU Yannick		LORJOUX Laurent	
BRIAND Jean-Yves		MUELA Patrick	
CHATAL Jean-Paul		OILLIC Jean-Paul	
CHESNIN Nicolas		PANHELLEUX Françoise	
DAVID Gérard		PERRAUD Chantal	
DAVID Guy		PERRONNEAU Claire-Lise	
DENIGOT Béatrice		PHILIPPE Jocelyne	
DESMOTS Isabelle		PRAT Pierre	
FREOUR Jean- Claude		SEIGNARD Jérôme	
GERARD-KNIGHT Marie-Noëlle			

Annexe 1-Indemnités de fonction du Maire et des adjoints :

Tableau des indemnités mensuelles des élus de la commune de NIVILLAC

ELUS	Indemnité maximale possible			Proposition			
	% de l'indice brut 1015	Montant Individuel brut mensuel par élu	Montant Total	% de l'indice brut 1015	Montant individuel brut mensuel	Montant brut total	Observations
Maire	55	2 090,81	2 090,81	50	1 900,74	1 900,74	
Adjoints	22	836,32	5 017,92	20	760,69	4 564,14	
Enveloppe budgétaire maire et adjoints			7 108,73	Total indemnités du maire et des six adjoints		6 464,88	
				Enveloppe résiduelle pouvant être répartie		643,85	

Montant mensuel correspondant à l'indice brut 1015 au 1^{er} juillet 2010 : 3 801,47 €

Adjoints dans l'ordre du tableau : 1- DENIGOT Béatrice/ 2- OILLIC Jean-Paul/ 3- PHILIPPE Jocelyne/ 4- DAVID Guy/ 5- GICQUIAUX Cécile/ 6- DAVID Gérard